

2019

ETATS FORTEMENT ENDETTES DU MONDE

MISEREOR
● IHR HILFSWERK


erlassjahr.de
Entwicklung braucht Entschuldung



États fortement endettés du monde
est un extrait de

Schuldenreport 2019

publication conjointe de
Jubilee Germany / erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e.V.
et Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR e.V.

publié le 3 April 2019

Jubilee Germany / erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e. V.
Carl-Mosterts-Platz 1
40477 Düsseldorf
Allemagne
tel: +49 211 / 4693-196
email: buero@erlassjahr.de
www.erlassjahr.de

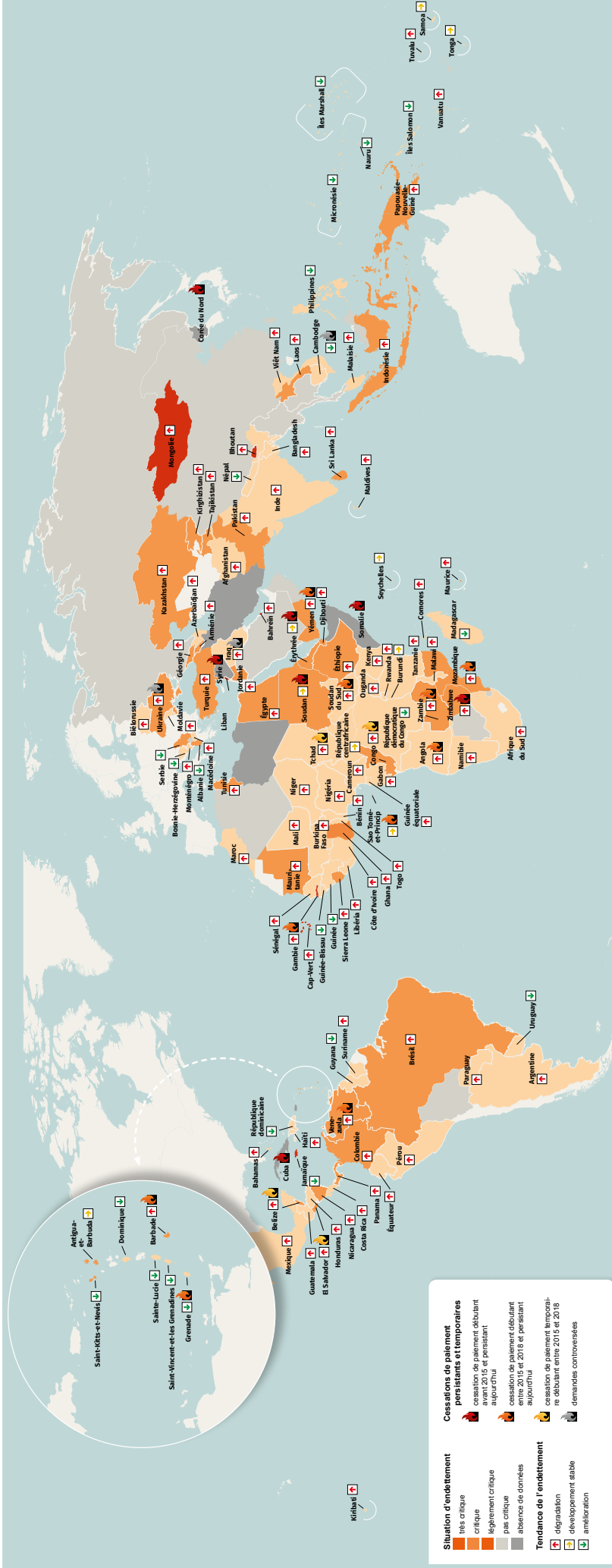


Funded by the
European Union

This publication was produced with the financial support of the European Union.
Its contents are the sole responsibility of Citizens for Financial Justice and erlassjahr.de
and do not necessarily reflect the views of the European Union.

Pays endettés du monde

La carte montre la situation d'endettement des pays endettés du Sud, la tendance et les cessations de paiement



États fortement endettés du monde

Actuellement, 122 pays en voie de développement en Asie, Afrique, Europe de l'Est et Amérique latine sont endettés de manière critique.

Par Jürgen Kaiser

Depuis des années, la situation mondiale de l'endettement se trouve à un niveau extrêmement élevé. En même temps, la dette continue d'augmenter : dans les trois quarts des pays critique-ment endettés, la situation s'est encore aggravée ces dernières années. Cette crise de la dette mondiale est alimentée par des prêts excessifs aux pays les plus pauvres. La hausse des taux d'intérêt et l'effondrement des prix des matières premières ont déjà mené à des cessations de paiement dans 17 pays.

1. La dette dans les pays du Sud

Le Rapport sur la dette décrit la situation de la dette des pays à l'aide de cinq indicateurs en comparant la dette publique ou extérieure à la performance économique. Sauf indication contraire, toutes les données se réfèrent à la date de référence du 31/12/2017. Plus les indicateurs examinés sont élevés, plus la situation de l'endette-

La situation est légèrement critique dans 75 pays, critique dans 40 et même très critique dans 7 pays.

ment est critique. L'expérience montre que si les indicateurs dépassent un seuil spécifique, ils peuvent être classés en trois niveaux de risque de surendettement. La méthodologie sous-jacente, qui classe la situation de l'endettement des pays comme « légèrement critique », « critique » et « très critique », est décrite en détail à la page 12 de la version anglaise du Rapport sur la dette (voir l'encadré « Box 1 – Methodology of the article :

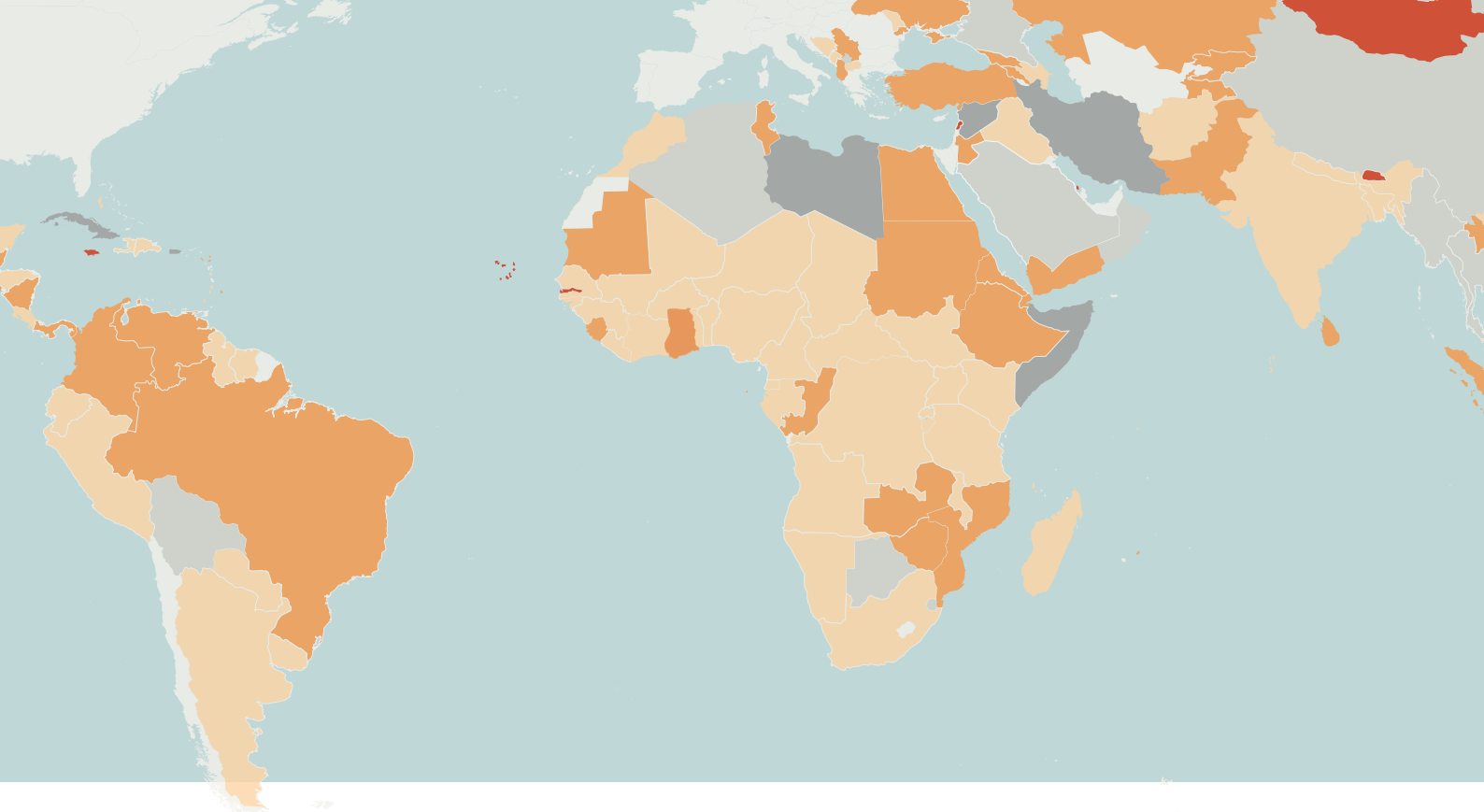
« *Indebted States Worldwirde* » en « *Global Sovereign Debt Monitor* »).

À l'heure actuelle, 122 des 154 pays étudiés¹ sont critique-ment endettés, soit presque 80 pour cent (voir fig. 1). Seuls 24 des pays étudiés présentent des indicateurs qui sont négligeables de façon constante. Pour les huit pays restants, aucune donnée analysable n'est disponible. Au niveau mondial, la situation de l'endettement est légèrement critique dans 75 pays, soit environ la moitié des pays étudiés ; dans 20 pour cent des pays, elle est critique (40 pays) ou même très critique (sept pays).

Cela signifie que le nombre de pays critique-ment endettés a légèrement augmenté au cours de l'année 2017, passant de 119 à 122 pays. Les pays critique-ment endettés sont ceux dont la valeur d'au moins un indicateur d'endettement dépasse le plus bas des trois seuils ou pour lesquels le Fonds monétaire international (FMI) atteste un risque moyen de surendettement. Seul le Lesotho a pu améliorer sa situation par rapport à l'année précédente, à tel point que son endettement peut être considéré comme non critique.²

Dans près des trois quarts des 122 pays critique-ment endettés, la majorité des indicateurs de la dette se sont détériorés. Au cours d'un trimestre, les cinq indicateurs examinés se sont même

Dans près des trois quarts des 122 pays critique-ment endettés, la majorité des indicateurs de la dette se sont détériorés.



détériorés de plus de 10 pour cent par rapport à l'année précédente.

Comme le montre la carte de l'endettement mondial, la situation de l'endettement est actuellement « très critique » dans sept pays : le Bhoutan, la Mongolie, la Gambie, le Cap-Vert, la Jamaïque, le Bahreïn et le Liban.

1.1. Nouveaux pays critiquelement endettés

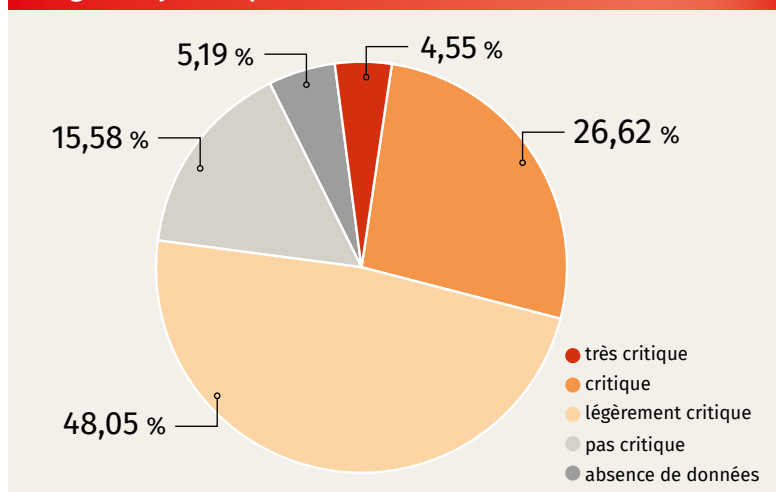
Dans cinq pays, la situation de l'endettement s'est tellement détériorée par rapport à l'année précédente, que le niveau d'endettement est devenu critique, notamment en Iraq, aux Philippines, à Nauru, en Guinée équatoriale et à Bahreïn.

Alors que la situation de l'endettement dans les quatre premiers de ces pays n'est que légèrement critique, **Bahreïn** a un tableau beaucoup plus dramatique : en un an à peine, la situation de l'endettement a atteint un niveau critique. Comme ses voisins riches en pétrole, Bahreïn est un pays à revenu élevé. La chute du prix du pétrole a augmenté le ratio de la dette à la production économique de 10 pour cent à près de 90 pour cent en quelques années.

Seuls 24 des pays étudiés présentent systématiquement des indicateurs de dette sans problèmes.

La situation de l'endettement en **Iraq** n'est que légèrement critique, mais elle se situe dans la

Fig. 1 : Pays critiquelement endettés du monde



partie supérieure de cette catégorie. En plus de la détérioration de l'indicateur de la dette publique par rapport aux performances économiques en 2017, le ratio du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation s'est détérioré et se situe désormais clairement dans la fourchette critique à près de 50 pour cent. Cela est dû à la forte baisse du prix du pétrole, dont dépendent environ 80 pour cent des recettes en devises du pays et même 85 pour cent des recettes de l'État.

Les **Philippines**, pays à faible revenu moyen par habitant selon les catégories de la Banque mondiale, ont été un cas spectaculaire de dette douteuse.

se vers l'an 2000. Ainsi, l'emprunt, pour une centrale nucléaire lors d'une perturbation sismique sous la dictature de Marcos, a été considéré comme un excellent exemple de dette illégitime. Le pays a ensuite amélioré sa situation, notamment en accordant la priorité au service de la dette par rapport à toutes les autres dépenses prévues (*Automatic Appropriation Law*). Les conséquences de cette réglementation sont, d'une part, une polarisation sociale et, d'autre part, une notation relativement bonne sur les marchés internationaux des capitaux (« BBB » chez *Standard and Poor's*). Toutefois, en 2017, en raison de l'augmentation des emprunts publics, la dette publique a dépassé pour la première fois le double des recettes annuelles et a donc, quoique légèrement, excédé le seuil correspondant.

Dans l'État de **Nauru**, situé dans le Pacifique avec seulement 13 500 habitants, la dette publique a atteint 62 pour cent du revenu national brut, dépassant ainsi le seuil de cet indicateur de dette. Même si aucune autre donnée sur l'endettement n'est disponible, on peut supposer qu'il ne s'agit pas d'un cas important de surendettement. Nauru, comme la **Guinée équatoriale**, est un pays à revenu moyen supérieur. Après la chute des prix de son principal produit d'exportation, le pays africain riche en pétrole n'a également qu'un seul indicateur de la dette publique au-delà du plus bas seuil.

Les régions d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine/ Caraïbes sont particulièrement touchées par le surendettement.

1.2. Situation de l'endettement et tendances par région

Si l'on considère les différentes régions du monde séparément, il apparaît clairement que l'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine/les Caraïbes sont particulièrement touchées par les crises de la dette (voir fig. 2). Dans ces régions, il n'y a pratiquement aucun pays dont la situation de l'endettement n'est pas critique. Dans la région Afrique du Nord/Moyen-Orient, en revanche, on constate que même si seulement moins de la moitié des pays y sont gravement endettés, les trois quarts d'entre eux ont soit un niveau critique, soit un niveau très

critique. La tendance est particulièrement claire dans la région Afrique du Nord/Moyen-Orient : la situation de l'endettement s'est détériorée dans tous les pays de cette région qui sont soit légèrement endettés, soit très endettés.

1.3. Situation de l'endettement et tendance par groupe de revenu

Si l'on différencie les pays en fonction des groupes de revenus selon la catégorisation de la Banque mondiale³, on constate que les pays à haut revenu fortement endettés ont des indicateurs d'endettement plus élevés, mais que la tendance à l'aggravation de la situation de l'endettement y est plus faible. En même temps, relativement peu de pays de ce groupe sont lourdement endettés (voir fig. 3).

Fig. 2 : Pays critique ment endettés par région

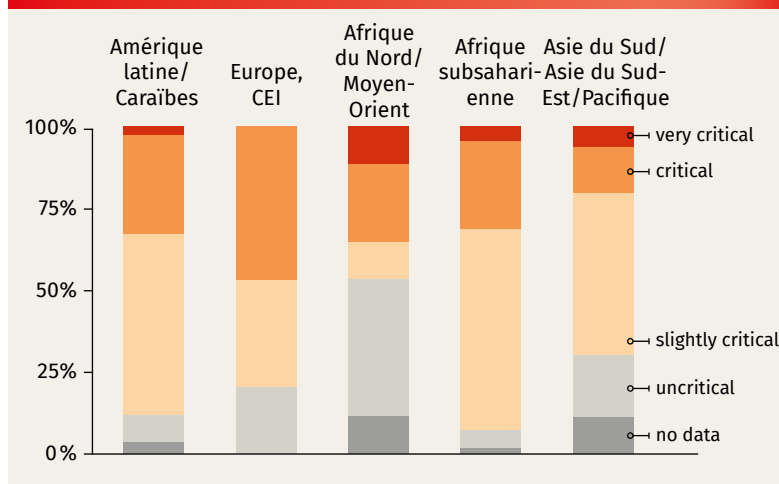


Fig. 3 : Pays critique ment endettés par revenu

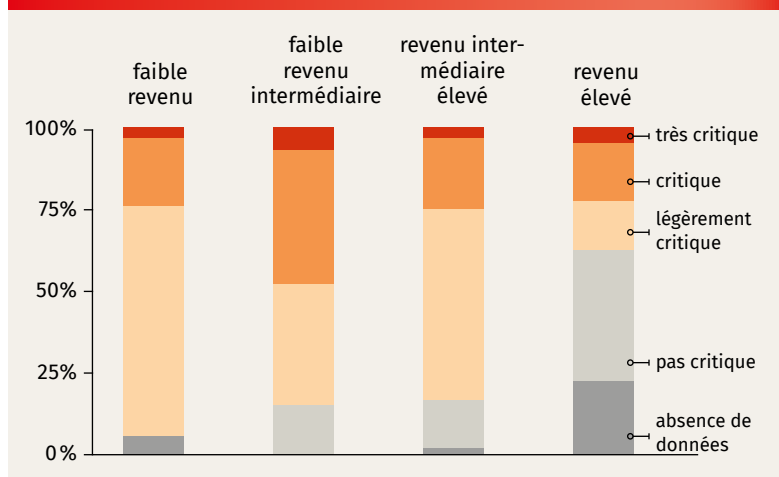


Tableau 1 : Cessations de paiement

 cessation de paiement persistant	 cessation de paiement persistant	 cessation de paiement temporaires	 demandes controversées
début avant 2015	début entre 2015 et 2018	entre 2015 et 2018	
<ul style="list-style-type: none"> • Cuba • Érythrée • Corée du Nord • Somalie • Soudan • Syrien • Zimbabwe 	<ul style="list-style-type: none"> • Angola • Barbade • Gambie • Grenade • Mozambique • Zambie • Sao Tomé-et-Principe • Soudan du Sud • Venezuela • Yémen 	<ul style="list-style-type: none"> • Belize • Tchad • El Salvador • Cambodge 	<ul style="list-style-type: none"> • Cambodia • Iraq • Ukraine

Dans les 33 pays à faible revenu qui ont été étudiés, la situation de la dette est critique, mais elle reste relativement peu problématique, puisque 70 pour cent des pays n'en sont (encore) qu'à un niveau légèrement critique. Il manque des données significatives pour la Somalie et la Syrie. Toutefois, la tendance à la détérioration de la situation est plus prononcée pour ce groupe de pays. Cela s'explique par la forte représentation des pays de ce groupe de revenu, qui bénéficient depuis 1996 d'un allègement substantiel de la dette dans le cadre de l'initiative multilatérale en faveur des *pays pauvres très endettés* (PPTE). Partant du niveau d'endettement fortement réduit par cette initiative, ils se sont particulièrement endettés ces dernières années (voir encadré « *La situation particulière des PPTE* »).

1.4. Pays en défaut de paiement

Le résultat le plus dramatique de la crise de la dette, qui s'aggrave depuis des années, est que plusieurs pays ont dû suspendre tout ou partie de leurs paiements au titre du service de la dette (voir tableau 1). On parle d'une cessation de paiement, si un pays n'a pas respecté ses obligations de paiement au-delà du délai de grâce convenu (généralement 30 jours) et que cela a été communiqué publiquement, ou si le FMI ou l'une des principales agences de notation classe le pays dans la catégorie « en défaut de paiement ». Étant donné que cette situation peut changer assez rapide-

ment dans les deux sens, le tableau 1 donne un aperçu de la situation au 31/12/2018.

Parmi les pays en défaut de paiement figurent des pays insolvable depuis plusieurs années (en l'occurrence avant 2015), comme c'est le cas du Zimbabwe depuis le milieu des années 90. Cette catégorie comprend également les PPTE qui ont officiellement accès à l'initiative d'allègement de la dette, mais dont l'allègement n'a pas encore été décidé. Cela concerne l'Érythrée, la Somalie et le Soudan. La catégorie comprend également des pays qui ne font pas partie du système financier international, comme Cuba et la Corée du Nord. Enfin, en Syrie, depuis l'événement marquant de la guerre civile, il n'y a pas eu de paiements publics fiables et documentés à la majorité de ses créanciers.

À ces sept pays déjà insolvable s'ajoutent 14 pays qui, depuis 2015, ont dû suspendre temporairement ou définitivement leurs paiements aux créanciers étrangers, en raison de chocs extérieurs et d'instabilité politique, à la suite des développements décrits dans la section suivante. Quatre d'entre eux ont entre-temps été en mesure d'assurer le service de leurs créanciers, soit à l'aide d'accords de rééchelonnement, le Tchad avec *Glencore*, soit à l'aide de

Actuellement, 17 pays ont dû suspendre leurs paiements.

nouveaux emprunts, à savoir El Salvador, le Congo et Belize.

Cependant, dix pays sont devenus insolvable depuis le début de l'année 2015 et le sont toujours au

Le nombre de pays en défaut de paiement persistant a doublé depuis la publication du dernier Rapport sur la dette.

31/12/2018. Un cas particulier est celui de la Gambie, qui, au cours de l'année 2018, a d'abord conclu un accord avec ses créanciers sur un règlement de dette à long terme, mais n'a pas pu le mettre en œuvre, et a été à nouveau classé par le FMI comme pays « en défaut de paiement ». Le nombre de pays en défaut de paiement persistant est l'expression la plus visible de la crise de la dette qui vient d'éclater. Il a doublé depuis le bilan du Rapport sur la dette de

2018. Tous les types de crise (décrits ci-dessous) sont représentés dans ce groupe. Il est donc peu probable que la situation s'améliore avec célérité, alors même que des améliorations ponctuelles ont été constatées, par exemple regardant les prix de certaines matières premières.

Trois pays - le Cambodge, l'Iraq et l'Ukraine - sont considérés comme étant en défaut de paiement car ils refusent, quelle que soit leur capacité de payer, de satisfaire des demandes jugées non légitimes. En Ukraine, il s'agit d'un prêt de la Fédération de Russie sous l'ex-président Viktor Ianoukovitch, ami de la Russie. Au Cambodge, il s'agit de financements encore plus anciens, ceux du gouvernement américain pour le régime du général Lon Nol dans les années 1970. L'Iraq et le Koweït se disputent au sujet de la validité des revendications de l'ère Saddam et de leur interprétation par l'accord de rééchelonnement de 2004.

Encadré : l'histoire particulière des PPTÉ

Dans le cadre des initiatives multilatérales d'allègement de la dette des années 1990 et du début des années 2000, un groupe de pays (les *pays pauvres très endettés*, PPTÉ, en anglais *Heavily Indebted Poor Countries*, HIPC) a bénéficié d'un allègement global de la dette. L'objectif déclaré de cette initiative du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale était de donner, à ces pays, accès à de nouveaux prêts. Avec succès : ces dernières années, un grand nombre de ces pays ont placé pour la première fois des obligations d'État sur le marché international des capitaux.

En raison du désendettement des PPTÉ, les niveaux d'endettement sont certes encore relativement faibles : dans 26 des 35 pays, la situation de l'endettement est « légèrement critique », dans sept pays elle est « critique » et « très critique » dans seulement deux pays. Toutefois, la tendance est préoccupante pour ce groupe de pays en particulier. Dans 30 des 35 pays, la situation s'est détériorée au cours des quatre dernières années - dans certains cas de manière significative.

Dans 15 PPTÉ, les cinq indicateurs de la dette examinés ici se sont détériorés d'au moins dix pour cent. L'année dernière, cela s'appliquait déjà à l'Éthiopie, au Mozambique, à la Zambie, au Liberia, à la Mauritanie, au Niger, à l'Ouganda, au Cameroun, à la Tanzanie, à Haïti et au Rwanda. Le Togo, le Sénégal, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso, le Bénin se sont ajoutés cette année.

Contrairement à d'autres pays du Sud, aucun des anciens PPTÉ n'a encore dû cesser d'effectuer des paiements auprès de ses créanciers. Toutefois, les PPTÉ sont particulièrement touchés par les facteurs qui aggravent la crise. Beaucoup d'entre eux sont toujours peu diversifiés. Des facteurs externes, tels que les fluctuations des prix des quelques biens d'exportation, menacent la viabilité de la dette dans certains pays. La Zambie, qui a été touchée par la chute des prix du cuivre et les emprunts excessifs, en est un exemple frappant.

Outre les pays énumérés dans le tableau 1, d'autres pays ont des arriérés de paiement envers les créanciers bilatéraux publics ou privés. Ils ne sont pas énumérés individuellement car, contrairement aux cas déjà mentionnés, les arriérés ne sont pas dus à l'insolvabilité (potentielle) du débiteur, mais à l'absence de convention entre le débiteur et le créancier.

Les risques de défaut de paiement ne sont pas considérés lors de la décision de l'octroi de prêts.

Le groupe le plus important de cette catégorie est celui des PPTTE dont les accords de rééchelonnement n'ont pas encore été mis en œuvre avec tous les créanciers publics et privés. Cela peut parfois être lié à des problèmes de paiement. Toutefois, dans beaucoup de cas, le créancier n'est pas intéressé par un règlement qui stipule qu'il doit renoncer officiellement à 90 pour cent de ses créances, mais préfère rester dans l'état de non-paiement persistant sans renoncer formellement à sa créance.

Cette catégorie comprend également certains pays qui ne remboursent actuellement pas les demandes privées. Néanmoins, les anciennes créances non réglementées peuvent devenir un problème d'actualité pour le débiteur si le créancier vend ses créances à forte escompte à des fonds dits vautours, qui tentent alors d'accéder aux actifs étrangers ou bien aux opérations de paiement du débiteur par l'intermédiaire des tribunaux des pays tiers.

2. Déclencheur de crise

Rien ne permet de penser que cette crise de la dette disparaîtra « d'elle-même », par exemple à la suite d'une brusque poussée de croissance dans les pays en danger ou déjà insolubles. Au contraire : comme dans la crise de la dette des années 80 et 90, il existe actuellement une constellation économique mondiale qui encourage les prêts excessifs des pays les plus riches aux pays les plus pauvres. La raison pour cette tendance est, d'une part, le niveau relativement bas des taux d'intérêt en Amérique du Nord, en Europe et au Japon et, d'autre part, le besoin élevé de financement des infrastructures dans des pays avec une gouvernance relativement faible. Cette combinaison d'une mise en disposition de fonds dans

les pays du Nord et du besoin dans les pays du Sud a donné lieu à des promesses de rendement qui ont été prises au pied de la lettre par les investisseurs des pays riches, en particulier dans le domaine de l'expansion des infrastructures dans de nombreux pays. Après tout, ce n'est qu'avec les taux d'intérêt récoltés dans les pays les plus pauvres que l'on peut obtenir ces plus-values dont les fonds, les banques et les compagnies d'assurances ont besoin pour faire face à leurs propres obligations de paiement nationales. Les risques de défaut de paiement ne sont alors pas proprement considérés lorsqu'il s'agit de décider d'accorder un prêt, par exemple en comptant sur les renflouements du FMI et d'autres acteurs multilatéraux. Par conséquence, la volonté des prêteurs étrangers d'investir dans les pays les plus pauvres est élevée.

En plus de cette tendance inquiétante, qui mène à un défaut de paiement de la dette de nombreux pays, il existe d'autres facteurs qui augmentent le risque de surendettement dans certains pays. Trois constellations ont été identifiées, qui peuvent se chevaucher dans certains pays :

→ Économies extractivistes avec une base d'exportation particulièrement peu diversifiée

Il s'agit d'États qui dépendent fortement d'un ou de quelques produits d'exportation et qui comblent les déficits de leurs budgets publics par des emprunts internationaux en cas d'effondrement des prix. Par définition, ces emprunts sont de nature consommateur et non productive. Les paiements d'intérêts doivent alors être effectués avec des moyens provenant d'autres secteurs de l'économie ou par le biais d'économies des dépenses publiques, dites « douces », comme l'éducation et la santé. La Mongolie, le Venezuela, la Zambie et la République du Congo sont des exemples de ces économies extracti-

La constellation économique mondiale actuelle encourage les pays riches à accorder des prêts excessifs aux pays pauvres.



papa1266 / Shutterstock.com

Si tout dépend du pétrole : les pays sont particulièrement exposés au risque de surendettement s'ils dépendent fortement d'un ou de quelques produits d'exportation.

vistes parmi les pays fortement endettés, ainsi que le Mozambique qui est dans une situation particulière (les recettes d'exportation de gaz ne seront réalisées ultérieurement).

→ Pays en situation de fragilité politique

Certains des pays les plus endettés traversent des guerres civiles et n'assurent pas le service de la dette. Ils auront besoin d'un allègement de leur dette dès le retour de la paix. La Syrie et le Yémen font partie de ces pays. En deçà de ce seuil d'une guerre civile ouverte, il existe cependant un certain nombre de pays dont le statut d'État est intact, mais qui connaissent des crises politiques persistantes ou particulièrement graves, ce qui rend les emprunts actuels particulièrement coûteux et les remboursements particulièrement incertains. Parmi ces pays figurent le Liban, qui est très endetté (le seul pays à avoir tous les indicateurs dans la catégorie la plus élevée possible cette année), ainsi que le Sri Lanka et l'Ukraine.

→ Les pays exposés à des chocs extérieurs en dehors de leur propre sphère d'influence

De manière paradigmatique, ce sont des pays qui sont exposés à des catastrophes naturelles de plus en plus nombreuses en raison du changement climatique mondial. Cela concerne presque tous les *petits États insulaires en développement* (PEID), en anglais *Small Island Development States* (SIDS), en particulier les îles du Cap-Vert, qui souffrent d'une sécheresse qui dure depuis des années.

Il faut s'attendre à une nouvelle intensification de la crise de la dette.

3. Perspectives : les incertitudes exacerbent la crise de la dette

Si, dans un avenir prévisible, la crise de la dette décrite ici devait s'améliorer dans un nombre significatif de pays, il faudrait alors qu'au moins l'un des développements suivants se produise :

- Les pays doivent faire des progrès tangibles en matière de croissance, ce qui permettrait, d'une part, de financer le service de la dette courante et, d'autre part, contribuer aux financements de développement sans contracter de nouvelles dettes extérieures.
- Les pays endettés doivent être en mesure de refinancer leur service de la dette actuel avec de nouveaux emprunts à des conditions nettement meilleures que celles qui existent actuellement.
- Les recettes doivent s'améliorer considérablement - par exemple grâce à une hausse des prix des biens exportés par les pays les plus pauvres.

Il n'y a pas grand-chose qui laisse supposer qu'une seule de ces évolutions se produira au cours des douze prochains mois. Au contraire, l'économie mondiale est caractérisée par un certain nombre d'incertitudes qui indiquent que la crise de la dette risque pourrait encore s'aggraver :

En raison de la hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale aux États-Unis, les capitaux qui, entre-temps, recherchaient des formes lucratives d'investissement dans les pays du Sud, retournent de plus en plus aux États-Unis. En conséquence, le refinancement du service de la dette actuel par le biais de nouveaux emprunts devient encore plus coûteux. Mais cela vaut surtout pour les grandes économies émergentes et moins pour les pays les plus pauvres et les plus endettés, qui reçoivent davantage d'argent de l'Europe et de la Chine, venant en particulier des finances publiques.

Certains marchés émergents ont connu une crise économique et sociale de grande ampleur, qui affecte également leur rôle en tant que « moteurs alternatifs de l'économie mondiale ». Ces crises peuvent également affecter indirectement les pays les plus pauvres s'il n'y pas d'investissements dans l'infrastructure et si les investisseurs ou même les touristes des économies émergentes comme la Chine, le Brésil ou l'Arabie saoudite, qui ont contribué aux entrées nettes dans les pays les plus pauvres ces dernières années, ne viennent plus.

Un ralentissement de l'ensemble du commerce mondial à la suite du différend commercial entre les États-Unis et la Chine pourrait également avoir un impact significatif sur les revenus de nombreux pays pauvres, par exemple en raison de la baisse de la demande chinoise de matières premières et de produits de base.

L'une des caractéristiques de la récente vague d'exportations de capitaux vers les pays à faible revenu est la forte proportion de ventes d'obligations (par rapport aux prêts bancaires traditionnels). Pas toutes, mais une partie appréciable des obligations ont des échéances globales (*Bullet*

Maturities) au cours des premières années de la prochaine décennie. Cela signifie que, lors de son expiration, la totalité de l'obligation arrive à échéance d'un seul coup. Normalement, un gouvernement aurait dû économiser les montants de capital correspondants. Toutefois, la tentation est grande - surtout en période électorale - de laisser l'obligation de paiement à un éventuel gouvernement successeur ou de croire que les anciens prêts peuvent être financés par de nouveaux. La pratique de financement des anciens crédits par des nouveaux crédits pourraient cependant devenir de plus en plus difficiles en période de hausse des taux d'intérêt mondiaux.

Compte tenu de l'aggravation attendue de la situation de l'endettement dans les pays les plus pauvres et du fait que certains paiements ont déjà été suspendus, il est de plus en plus important de créer une procédure pour faire face aux crises de la dette. Il y a consensus que les procédures actuelles ne suffisent pas. Mais en ce moment, les créanciers ne répondent pas de manière satisfaisante à la question de savoir qu'est-ce qui doit remplacer les procédures actuelles.

Il est aujourd'hui plus important que jamais de mettre en place une procédure de traitement des crises de la dette.

1 154 pays ont été pris en compte aux fins de cette analyse. Sur 194 États et territoires indépendants membres des Nations Unies, 40 pays membres de l'UE ou de l'OCDE n'ont pas été inclus. Seul le Mexique a été inclus dans l'analyse, en raison de son importance historique particulière malgré son appartenance à l'OCDE.

2 La Libye figurait encore dans le Rapport sur la dette de 2018 comme un pays très endetté, bien que reposant sur une base de données très faible. Pour 2017, aucune donnée n'est disponible pour une classification fiable.

3 En fonction de leur revenu par habitant, la Banque mondiale classe les pays en quatre groupes : les pays à faible revenu (< 995 dollars américains), les pays à faible revenu intermédiaire (995 à 3 895 dollars américains), les pays à revenu intermédiaire élevé (3 895 à 12 055 dollars américains) et les pays à revenu élevé (> 12 055 dollars américains).

ETATS FORTEMENT ENDETTES DU MONDE 2019

eine gemeinsame Publikation von
erlassjahr.de - Entwicklung braucht Entschuldung e.V. und Bischöfliches Hilfswerk MISEREOR e.V.
www.erlassjahr.de [^] www.misereor.de